

## Au moins 8 personnes blessées dans une série d'explosions de grenades à Bujumbura

PANA, 03 février 2016 Bujumbura, Burundi - Au moins 8 personnes ont été blessées des dégâts divers dans une série d'attaques à la grenade non revendiquées, en début d'après-midi de mercredi, dans le périmètre du centre de Bujumbura où les activités économiques ont été encore momentanément perturbées, a-t-on appris de source dans la capitale burundaise.

C'est le second incident grave à Bujumbura depuis le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine (UA), des 30 et 31 janvier derniers, à Addis-Abeba, en Ethiopie, qui a décidé de surseoir une "Mission africaine de prévention et de protection au Burundi" (Maprobu) chargée de stabiliser une situation insécuritaire à un violent conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition depuis plus de neuf mois. La nuit de dimanche à lundi, au moins sept personnes ont été blessées dans une attaque à la grenade contre un débit de boissons de Butere, un quartier contestataire du nord de la capitale burundaise et deux autres tuées dans la province frontalière de Bujumbura rural par des individus non encore identifiés. Le Porte-parole de la police nationale, Pierre Nkurikiye a indiqué que deux grenades ont encore été lancées aveuglement, mercredi, en début d'après-midi près d'un poste central et un arrêt bus de la ville de Bujumbura. Des enquêtes ont été aussitôt lancées et deux suspects appréhendés, d'après la même source qui a parlé d'« actes terroristes » de ceux qui veulent déstabiliser le pays pour des fins non avouées. Deux mouvements rebelles naissants se sont déclarés et entendent mener une lutte armée jusqu'à la chute du pouvoir en place au Burundi. Il s'agit des « Forces républicaines pour le Burundi » (Forebu) dirigées par un ancien général de l'armée nationale et chef des mutins du mois de mai dernier, Godefroid Niyombare. L'un des mouvements rebelles, dont l'identité exacte des promoteurs n'est pas encore connue, est la « Résistance pour le droit » (RED) qui revendique souvent des opérations coup de poing contre des positions de police à Bujumbura, via les réseaux sociaux. Le Sommet d'Addis-Abeba a décidé de proposer au Burundi une médiation de haut niveau pour convaincre de la nécessité d'un dialogue inclusif de tous les protagonistes de la crise et redonner la paix au pays. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, est également annoncé au Burundi dans le même but d'obtenir une solution pacifique et d'endiguer une crise ayant déjà fait au moins 400 tués et autour de 300.000 réfugiés dans les pays voisins depuis le mois d'avril dernier.